

YASHWANT THORAT

Directeur exécutif de la Banque de réserve d'Inde et Ancien président de la NABARD

Je tiens d'emblée à remercier l'IFRI et son directeur, M. de Montbrial, de m'avoir invité à la troisième World Policy Conference. En recevant l'invitation, j'avais l'assurance d'être un intervenant dont la principale responsabilité serait d'essentiellement de paraître profondément impliqué. L'invitation à prendre la parole n'est venue que par la suite, et je l'ai acceptée non sans réserve.

Tout d'abord, bien qu'ayant travaillé plus de quarante ans dans le domaine du crédit rural, de la coopération, du microcrédit et de l'intégration financière, je ne me considère pas comme un expert dans le domaine de l'agriculture ou du secteur réel. Néanmoins, les organisateurs de la conférence se sont montrés extrêmement persuasifs et m'ont convaincu de vous exposer quelques-unes de mes idées. Je vais donc le faire, à la condition que vous preniez mes remarques comme celles d'un profane averti plutôt que d'un expert en la matière.

Le sujet de cette session est particulièrement pertinent dans le contexte actuel de l'Inde. Il en est ainsi car l'Inde revisite actuellement la révolution verte de fond en comble dans le contexte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, ainsi que le besoin d'une deuxième relance de l'agriculture. Rétrospectivement, nous avons beaucoup réussi et beaucoup raté, et nous tentons désormais de faire face. Permettez-moi de vous guider à travers certains jalons importants de notre voyage, de ces deux dernières années, vers la sécurité alimentaire.

Les graines de la révolution verte étaient réellement le résultat d'efforts mondiaux pour améliorer la disponibilité globale de nourriture. Les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale n'ont pas été des années d'abondance, et un grand nombre de pays fraîchement indépendants cherchaient à se stabiliser et à faire de la production et de la disponibilité alimentaires l'un de leurs objectifs principaux. La production intérieure était perçue comme la réponse à l'indépendance et à la croissance sur le long terme. C'est de cette manière que les années de recherches menées par des organisations comme l'Institut international de recherche sur le riz et le Centre international d'amélioration du maïs et du blé sont venues soutenir ces pays, parmi lesquels l'Inde. La recherche au sein de ces institutions était basée sur des solutions simples et efficaces, et sur une période d'une vingtaine d'années, elle parvint à créer des variétés hybrides à haut rendement qui combinaient les caractéristiques nécessaires à l'amélioration de la production et à la maximisation de l'utilisation des terres.

L'Inde a débuté sur cette voie au début des années 1960, avec pour objectif principal l'autosuffisance. Notre but à l'époque était de donner de la nourriture au peuple, et c'est pour cette raison que nous nous sommes concentrés sur les céréales, particulièrement le blé et le riz. Nous avons vite compris que le succès de cette

révolution allait exiger la restructuration du système dans son ensemble et de nombreuses mesures ont été prises dans ce sens.

Tout d'abord, le système de recherche s'est ouvert, et le Conseil indien de la recherche agricole, la première institution de recherche agricole du pays, a été réorganisé. Le signal émis en direction des chercheurs de l'ICAR était que l'on pouvait se procurer et localiser les céréales des organismes internationaux. En deuxième point, des universités agricoles ont vu le jour dans tous les principaux centres, avec une sélection qui a multiplié les talents disponibles pour le développement de la recherche et des exploitations agricoles. Troisièmement, les politiques commerciales ont été modifiées pour permettre l'entrée des graines hybrides dans le pays. Quatrièmement, un programme de coordination à travers toute l'Inde a été lancé pour garantir que toutes les parties du pays étaient impliquées dans l'effort de révolution verte.

Cinquièmement, de nouveaux marchés ont été mis en place en prévision des arrivées plus importantes une fois la révolution verte en marche. Sixièmement, de nouveaux entrepôts ont été créés pour gérer la production à venir. Septièmement, la mécanisation a été introduite et encouragée pour minimiser le gaspillage. En outre, un effort particulier a été fourni pour garantir que des intrants cruciaux tels que l'eau, les engrais et les insecticides étaient à la disposition des agriculteurs. Enfin, le gouvernement a endossé la responsabilité de l'approvisionnement pour garantir une distribution équitable.

Ces mesures, prises de concert, ont constitué un ensemble qui a été lancé et mis en application simultanément à travers tout le pays. Le succès n'a pas été immédiat ; il a fallu du temps, mais lorsque succès il y eut, il fut définitif. Ainsi, d'un niveau de production de blé de 27 millions de tonnes en 1960, l'Inde est passée à 54 millions en 1968, et un doublement de la production du même ordre a été enregistré pour le riz. La conclusion empirique a été que les agriculteurs se mettaient sans hésiter aux nouvelles graines et nouvelles pratiques et en profitaient amplement.

Les pénuries de vivres étaient quasiment de l'histoire ancienne en Inde dans les années 1980. Les céréales, qui fournissaient les calories énergétiques nécessaires, étaient désormais disponibles pour un nombre croissant d'Indiens, et des mesures commençaient à être prises pour démanteler le rationnement dans les centres urbains pour ceux qui pouvaient se permettre d'acheter sur le marché. Le nouveau défi était alors celui de la distribution équitable de la nourriture, et les zones de faible disponibilité devinrent un nouveau centre d'intérêt national.

Ce processus a été reproduit au fil du temps pour les plantes oléagineuses. Une mission technologique sur les plantes oléagineuses au début des années 1980 doubla notre production en huit ans, et également pour le lait, où la conjonction de vaches hybrides et d'un mouvement coopératif dynamique, dans une action solidaire, nous propulsa au niveau des meilleurs producteurs laitiers du monde. L'histoire se répéta également à plus ou moins grande échelle pour la volaille et le maïs.

Cependant, malgré ces avancées gratifiantes, la liste des défis et le programme inachevé restaient importants. En tant que démocratie en plein essor, nous constatons que la croissance de la population, même à des taux contrôlés, entraîne des nombres élevés de personnes à nourrir. Outre ces nombres absolus, notre économie

est sur une voie de croissance rapide, ce qui a généré non seulement l'augmentation de la demande en produits alimentaires mais a également créé une demande de plus en plus placée orientée vers la qualité.

Nous sommes également conscients, aussi douloureux que ce soit, que la terre s'est dégradée au fil des années d'utilisation de produits chimiques et a besoin d'être rajeunie et qu'en outre, les installations pour l'eau et l'irrigation doivent être multipliées. Il faut trouver des moyens innovants pour produire davantage et augmenter les rendements, car nous n'aurons pas de nouvelles terres arables. Ce genre de liste est sans fin.

Nous fournissons des efforts réels pour faire face à ces problèmes de multiples façons. Par exemple, nous nous éloignons du concept de sécurité alimentaire au profit de celui de sécurité nutritionnelle. Nous tentons de garantir que la disponibilité calorique, en soi, soit suffisante. J'ai le plaisir d'annoncer que trois Etats du pays, à savoir le Jammu-et-Cachemire, le Panjâb et le Tamil Nadu sont d'ores et déjà en avance sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, et que quatre autres Etats sont sur le point d'atteindre ces objectifs.

Nous améliorons également nos capacités en recherche et développement pour d'autres cultures, y compris les céréales secondaires et les légumineuses à graines, de sorte que davantage de choix soient offerts assurer l'équilibre alimentaire. La rotation des cultures et une meilleure utilisation des terres sont encouragées pour augmenter la production et améliorer la qualité de la terre. Enfin, les technologies pour un meilleur usage de l'eau sont fortement encouragées.

Ceci étant dit, je vais aborder la dernière partie de ma présentation. Malgré les mesures que nous avons prises et que je viens de souligner, je dois avouer que la mémoire collective perdure longuement. Nous avons le souvenir d'années de pénurie ; ainsi continuons-nous à être particulièrement attentifs à toute forme de dépendance excessive vis-à-vis des importations. Par exemple, dans le cas des légumineuses à graines, nous produisons actuellement 14 millions de tonnes pour une consommation de 18 millions de tonnes, l'écart étant comblé par les importations, ce qui inquiète un très grand nombre de gens à travers le pays. Cet écart n'est pas considérable à mon sens, et il n'est pas non plus d'un ordre qui menace notre sécurité alimentaire, mais il illustre la question de la pression constante de l'autosuffisance.

Nous pensons que la consommation doit être de l'ordre de 30 millions de tonnes pour fournir une nutrition correcte à nos citoyens, et que cette croissance doit être pilotée par l'Inde. Ceci explique ma remarque précédente ; dans le contexte de la sécurité alimentaire, les défis sont sans fin.

Quels enseignements avons-nous tirés de la révolution verte ? Le premier est la nécessité d'une stratégie sur le long terme pour la sécurité alimentaire ainsi qu'un plan d'action sur le long terme. Ces opérations doivent être soutenues par une équipe spécialisée de professionnels menant à bien des missions de travail. Nous avons eu la chance de disposer d'un groupe dirigeant fort à la tête de notre révolution verte, soutenu par des professionnels comme le Dr Swaminathan, le Dr Curien and le Dr Chadha, parmi tant d'autres.

Le deuxième enseignement est la nécessité d'investir délibérément et continuellement dans le processus. Il y aura toujours de nouvelles exigences et de nouveaux défis au fur et à mesure que se déroule le processus, en conséquence de quoi, en l'absence d'une poursuite soutenue des investissements, l'élan de la révolution verte pourrait s'étioler. Le troisième enseignement, pour que le processus porte ses fruits, consiste à garantir que toutes les parties prenantes adhèrent à la démarche. Cela comprend les producteurs, les opérateurs, les consommateurs, les fournisseurs d'infrastructures et les décideurs politiques.

Le quatrième enseignement nous apprend que les cadres fragiles ne résistent pas. Il faut construire un système complet et solide qui grandisse de pair avec le projet; si vous projetez une augmentation X de la production, le système de soutien doit également s'accroître du même facteur afin de gérer les nouvelles valeurs. Nous avons également appris, en termes de participation, la nécessité d'un équilibre entre dynamisme, réglementation et intervention, sachant que le déséquilibre de cet éventail a tendance à fausser le processus. Notre dernier enseignement est que les bénéfices de ce processus doivent toucher tous les citoyens, car c'est à cette condition qu'il y aura un large soutien en faveur de cette initiative.

En guise de conclusion, je voudrais ajouter que même si l'Inde a fait d'énormes progrès dans le domaine de la sécurité alimentaire ces cinquante dernières années, le chemin à parcourir est encore long. Il reste de nombreux défis à relever afin d'équiper le pays pour qu'il soit à la hauteur de nouvelles références. Par exemple, nous nous sommes assignés de nouvelles cibles dans le cadre de notre projet de loi pour la sécurité alimentaire, et nous avons accepté celles consacrées dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Cependant, ces cibles et objectifs représentent tout au plus des jalons posés au bord de cette longue route. Notre but est d'atteindre 1,5 milliards de citoyens bien nourris et l'on espère atteindre ce but avec la coopération de toutes les personnes concernées. Merci beaucoup.

Philippe CHALMIN, Professeur, Université Paris Dauphine ; Fondateur du Cercle Cyclope

Le résultat que vous avez réussi à atteindre en Inde est très impressionnant et pourrait faire office d'exemple pour de nombreux autres pays ; je pense notamment à l'Afrique sub-saharienne. J'ai une question : les prix agricoles en Inde sont-ils aujourd'hui entièrement gérés par l'Etat ?

Yashwant Thorat

La gestion des prix agricoles est pour nous un sujet de préoccupation, et le choix entre les prix agricoles réglementés et les prix sur le marché libre fait l'objet d'un débat depuis au moins dix ans. Nous avons sciemment choisi de réglementer nos prix agricoles. Il faut se rappeler que l'Inde n'est pas uniquement Delhi, Mumbai ou Calcutta. La population indienne vit dans 600 000 villages qui regroupent 60 % de sa population de 1,5 milliards d'habitants. Nous devons maintenir l'équilibre entre les taux élevés de croissance du secteur des services et le taux de croissance bas, de moins de 2 %, du secteur agricole, et nous avons considéré ça comme une décision politique responsable. Cependant, j'ai présidé récemment une commission, et notre recommandation a été de mettre au point, sur trois ans, un plan de déréglementation des prix pour les biens et services marchands essentiels en conformité avec les taux sur le marché libre.